MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **Département du pilotage de la mobilité** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-580** **27/07/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 8

Objet : Appel à candidature : 7 postes au titre de la mobilité Deuxième Cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Office de Développement de l'Économie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM) :

- 1 poste de gestionnaire d'aides au service Grandes Cultures – Pôle banane
Date limite de candidature : 02/09/2022

- 1 poste gestionnaire d'aides au service Grandes Cultures – Pôle canne sucre rhum
Date limite de candidature : 02/09/2022

Direction Générale de la Performance Économique et Environnementale des Entreprises - Service Europe et International :

- 1 poste de Conseiller référent sanitaire et phytosanitaire au Brésil à compétence régionale (Argentine, Chili)
Date limite de candidature : 28/08/2022

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chargé.e d'action
Date limite de candidature : 31/08/2022

- 1 poste d'adjoint au chef de service – chef.fe du secteur expertise
Date limite de candidature : 01/09/2022

FranceAgriMer :

- 1 poste de gestionnaire administratif et technique
Date limite de candidature : 15/09/2022

- 1 poste de chargé.e d'étude
Date limite de candidature : 03/09/2022

P/Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Guillaume Duchesne

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ODEADOM

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)
12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX
(métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Gestionnaire d'aides au service Grandes Cultures-Pôle Banane

<table>
<tr><td colspan="3">Poste catégorie B</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : Sans objet</td><td>RIFSEEP :
Secrétaire administratif : groupe 2
Technicien : groupe 2</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. Il assure les fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et européennes destinées à l'agriculture d'outre-mer.

Les services de l'Office comprennent 41 agents installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.

L'ODEADOM est représenté au niveau de chacun des départements d'outre-mer par les préfets. Les Directions de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) sont les représentants territoriaux de l'Office pour la mise en œuvre de ses missions à l'échelle des territoires.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Assurer la gestion de l'aide communautaire POSEI Banane</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Gestion de l'aide communautaire (POSEI) Banane:
- Gestion des dossiers en relation avec les bénéficiaires et l'agence comptable :
- Instruction des demandes d'aide et vérification des pièces justificatives annuelles,
- Recoupement des données de commercialisation,
- Mise en paiement des dossiers,
- Communications règlementaires,
- Participation à la mise en œuvre des évolutions de l'application informatique dédiée,
- Participation à l'élaboration des réponses aux observations formulées lors des audits communautaires et nationaux
Gestion transversale du Pôle Banane :
- Participation à la mise à jour du guide de procédure banane,
- Participation à la préparation et à l'organisation de réunions (Comité de suivi de marché de la banane, Comité sectoriel, Conseil d'administration…),
- Secrétariat lié aux fonctions assurées</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">• Bénéficiaires de la mesure d'aide
• Services des DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt des départements d'Outre-Mer)
• Groupement comptable,
• Service des contrôles et audits de l'ODEADOM
• C3OP</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Appliquer la réglementation communautaire, la décision technique et les règles de gestion en vigueur
- Respecter les procédures d'instruction</td><td>- Autonomie
- Rigueur et méthodologie dans le traitement des dossiers</td></tr>
</table>

	- Maîtriser des outils bureautiques de base (Excel, Word, Access) et applicatifs spécifiques	- Organisation et planification des tâches - Capacité rédactionnelle
Personnes à contacter	**Madame Laurence GRASSART, Cheffe de service Grandes Cultures- Tél : 01.41.63.19.73** **Courriel : laurence.grassart@odeadom.fr** **Monsieur Stéphane JORET, Secrétaire général – Tél : 01.41.63.19.78** **Courriel : stephane.joret@odeadom.fr** **Date limite de candidature : 2 septembre 2022**	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ODEADOM

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)
12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX
(métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Gestionnaire d'aides au service Grandes Cultures - Pôle Canne sucre rhum

<table>
<tr><td colspan="3">Poste catégorie B</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : Sans objet</td><td>RIFSEEP :
Secrétaire administratif : groupe 2
Technicien : groupe 2</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. Il assure les fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et européennes destinées à l'agriculture d'outre-mer.

Les services de l'Office comprennent 41 agents installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.

L'ODEADOM est représenté au niveau de chacun des départements d'outre-mer par les préfets. Les Directions de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) sont les représentants territoriaux de l'Office pour la mise en œuvre de ses missions à l'échelle des territoires.

Le service des grandes cultures a en charge les filières banane et canne à sucre. Le pôle canne est constitué d'une cheffe de pôle et de 2 gestionnaires.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Assurer la gestion des aides européennes (POSEI) et nationale pour la filière canne sucre rhum, contribution à la gestion de la mesure banane</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Gestion des aides européennes (POSEI) et nationale canne:
- Gestion des dossiers en relation avec les bénéficiaires et l'agence comptable :
- Instruction des demandes d'aide et vérification des pièces justificatives annuelles,
- Contrôle croisées entre dispositifs, des données entre les 3 aides POSEI,
- Rédaction et suivi des procédures contradictoires avec les bénéficiaires,
- Mise en paiement des dossiers,
- Participation à l'élaboration des réponses aux observations formulées lors des audits communautaires et nationaux.
Appui à l'instruction de l'aide POSEI banane en fin d'année :
- contribution à la gestion et mise en paiement de la mesure banane
Activités transversales:
- Participation à la mise à jour des guides de procédure canne et le cas échéant banane,
- Participation à la mise en œuvre des évolutions de l'application informatique dédiée,
- Secrétariat lié aux fonctions assurées notamment organisation comité de suivi du marché, comités sectoriels ou groupes de travail…</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">• Bénéficiaires des aides
• Services des DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt des départements d'Outre-Mer)
• Groupement comptable
• Service des contrôles et suivi des audits de l'ODEADOM
• C3OP</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Appliquer la réglementation communautaire, la décision technique et les règles de gestion en vigueur
- Respecter les procédures d'instruction</td><td>- Autonomie
- Rigueur et méthodologie dans le traitement des dossiers
- Organisation et planification des tâches
- Capacité rédactionnelle</td></tr>
</table>

	- Maîtriser les outils bureautiques de base (Excel, Word, Access) et applicatifs spécifiques	
Personnes à contacter	**Madame Laurence GRASSART, Cheffe de service Grandes Cultures - Tél : 01.41.63.19.73** **Courriel : laurence.grassart@odeadom.fr** **Monsieur Stéphane JORET, Secrétaire général- Tél : 01.41.63.19.78** **Courriel : stephane.joret@odeadom.fr** **Date limite de candidature : 2 septembre 2022**	

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller référent sanitaire et phytosanitaire au Brésil
à compétence régionale (Argentine, Chili)

Prise de poste souhaitée pour le 1er janvier 2023
Niveau de classement parcours professionnel : 3

Les missions du pôle agricole et agroalimentaire pour la zone de compétence (Brésil, Argentine et Chili) sont les suivantes :

- Mettre en œuvre la stratégie Europe et international du MASA, y compris la stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et produits bio-sourcés, ainsi que le soutien à l'internationalisation des entreprises pour les pays dont il a la charge ;
- Effectuer une veille active, observer l'évolution des positions des pays et en informer les autorités françaises, et plus particulièrement le MASA, dans les domaines de l'agriculture/pêche/forêt/alimentation/enseignement agricole ; créer et maintenir des liens permanents avec les administrations et autres parties prenantes compétentes afin de faciliter le dialogue avec les autorités françaises ;
- Participer à la préparation et l'exécution des visites de haut niveau.
- Représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MASA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence ;
- Soutenir et promouvoir auprès des administrations concernées dans les pays de la zone les positions et initiatives françaises (indications géographiques, 4 pour mille, politique de l'alimentation, lutte contre l'antibio-résistance, promotion de la PAC *etc*.) portées à l'international ;
- Être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents.
- Identifier, en lien avec le MASA des actions de coopération, d'influence et de partenariat, en assurer le suivi et l'évaluation, et assurer une coordination des opérateurs du MASA qui y contribuent (FranceAgriMer, ENSV/FVI) ;
- Favoriser en collaboration avec Business France, SOPEXA et les organisations représentatives professionnelles, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays ainsi que la promotion agricole et agroalimentaire, (programme France export de Business France, actions menées avec la SOPEXA, notamment celles portées par la marque Taste France) ;
- Suivre certaines des actions conduites auprès des entreprises françaises par les opérateurs publics ou sous contrats publics (salons, études, etc.)
- Le cas échéant, animer avec Business France et la Chambre de commerce, des clubs agroalimentaires répondant aux besoins des entreprises françaises installées ou exportant dans ces pays ;

Le conseiller agricole référent sanitaire et phytosanitaire peut être amené à couvrir l'ensemble des activités présentées ci-dessus. Sous l'autorité du conseiller aux affaires agricoles (CAA), il est plus particulièrement chargé des missions suivantes :

- Assurer une veille sanitaire et phytosanitaire (SPS) ;
- Assurer et développer le lien entre les administrations françaises et celles des pays de la zone, notamment pour les questions liées aux aspects SPS, et aider au besoin à résoudre

des blocages en frontière ;

- Mener des missions de terrain en lien avec les ambassades des pays de la zone, et y rencontrer les autorités sanitaires et phytosanitaires ;
- Participer au processus de priorisation des actions sanitaires en lien avec les acteurs institutionnels (DGAL, FAM, autres Etats membres) ;
- Préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer les négociations de levée des barrières sanitaires et phytosanitaires au commerce (ouverture de marchés, questionnaires, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne ;
- Mieux appréhender la position du Brésil, de l'Argentine et du Chili dans les instances multilatérales normatives (Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), Codex Alimentarius) ;
- Assurer, si besoin est, la suppléance du CAA.

QUALITÉS REQUISES

- Expérience confirmée dans les domaines vétérinaire et/ou phytosanitaire ;
- Connaissance de la politique agricole française et européenne ainsi que des filières agricoles, agroalimentaires et forestières ;
- Grande autonomie, esprit d'initiative, forte réactivité, très bonnes capacités d'analyse et de synthèse, rigueur ;
- Pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable ;
- Aptitude à la négociation internationale et capacité à porter les intérêts français, sens des relations humaines et de la diplomatie ;
- Très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit ;
- Capacité à travailler en transversalité avec les différents services de l'ambassade et à conduire des projets ;
- Aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ;
- Autonomie en matière bureautique ;
- La connaissance du portugais ou de l'espagnol serait un atout ;

DURÉE DE L'ENGAGEMENT : 3 ans

PERSONNES A CONTACTER

- **Emmanuelle SOUBEYRAN – Directrice générale adjointe – DGAl**
  01 49 55 81 77 –emmanuelle.soubeyran@agriculture.gouv.fr
- **Charles MARTINS FERREIRA – Sous-directeur Europe, International & Gestion Intégrée du Risque – DGAl**
  01 49 55 81 20 - charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr
- **Pierre PRIMOT – Adjoint au sous-directeur Europe, International & Gestion Intégrée du Risque – DGAl**
  01 49 55 45 26 - pierre.primot@agriculture.gouv.fr
- **Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International – DGPE**
  01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr
- **Françoise SIMON –Sous-directrice international – DGPE**
  01 49 55 53 41– francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Sébastien RIHANI, mél : sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard 5 semaines après la publication dans BO AGRI.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement

Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales
Service Animation, Gestion, Contrôles des aides (SAGC)

Siège Limoges – 2, rue du Maupas
87040 LIMOGES Cedex 1

CHARGE D'ACTION (H/F)

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : L15043

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 1</td><td>Groupe RIFSEEP : 4</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public pluri-ministériel (13 ministères, plus de 2000 collaborateurs). L'un des premiers opérateurs de l'Etat (budget de plus de 19 milliard €), il est le principal payeur des aides à l'emploi (contrats aidés) et le premier payeur européen d'aides agricoles.
La Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP notamment dans le domaine de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion ou de l'environnement (Bonus écologique, chèque énergie, service civique, contrats aidés…). Ses équipes assurent également la maîtrise d'ouvrage déléguée du système d'information pour la gestion des programmes européens (Synergie), ainsi que des missions d'assistance technique sur les fonds européens (Réseau rural national notamment).
Au sein de la DIREEPS, le service animation, gestion et contrôle des aides (SAGC) assure la mise en œuvre, le suivi et la gestion des dispositifs d'aide relevant de ses domaines de compétence. A ce titre, il est notamment chargé de la mise en paiement des dossiers, de leur contrôle et d'apporter un appui juridique et réglementaire aux sites régionaux chargés de la gestion des dossiers.

Associé dès l'élaboration des textes réglementaires, le Service animation gestion et contrôle (SAGC) définit les process de gestion. Il élabore le cadre opérationnel dans toutes ses composantes : formulaires pour les usagers, kits méthodologiques pour la gestion, le paiement et le contrôle assurés par le réseau des 17 Directions régionales de métropole et DOM, contribution à la définition des ratios d'activité pour équilibrer financièrement les prestations et suivi de l'activité, assistance auprès des usagers, échanges au fil de l'eau avec les donneurs d'ordre. Le SAGC s'inscrit dans les orientations de l'Agence qui place l'usager au cœur du dispositif tout en optimisant l'activité de production.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Le secteur Gestion Europe et aides à l'investissement est rattaché au Service Animation, Gestion et Contrôle de la DIREEPS. Il est en charge entre autres, par délégation du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, des fonctions de Guichet Unique du Service Instructeur (GUSI) pour deux programmes européens : le Programme Spécifique du Réseau Rural National (PSRRN) et du Programme National de Gestion des Risques et Assistance Technique (PNGRAT). Dans ce cadre, le secteur a pour mission :
- d'instruire et certifier les dossiers de demande d'aides et de paiement,
- d'accompagner les porteurs de projets dans leurs démarches,
- de contribuer à l'élaboration et à l'amélioration des procédures de mise en œuvre et à l'instrumentation des outils et des systèmes dédiés (OSIRIS notamment)
- de préparer et de suivre les différents contrôles & audit internes et externes (Organisme payeur, agence comptable, Contrôles qualité gestion, contrôles sur place, CCCOP…)

De plus, le secteur intervient sur la coordination des dispositifs « investissements » qui comprennent : l'aide à l'industrie du futur, la décarbonation de l'industrie et l'installation de bornes électriques de recharges sur le réseau routier.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le titulaire aura en charge la mise en œuvre et coordination des cadres opérationnels, instruction des dossiers de demande de subvention et de demande de paiement.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sur les dispositifs gérés au sein du secteur et notamment ceux émargeant au FEADER, le titulaire sera en charge :

- d'instruire des demandes d'aide et de paiement
- d'assurer la relation et l'accompagnement des bénéficiaires
- d'assurer l'information auprès de l'autorité de gestion : reporting dossier, alerte etc.
- de contribuer autant que de besoin aux activités transverses du secteur : contrôles, tableau de bord, manuel de procédure, coordination, etc.
- d'assurer le reporting des actions menées auprès de l'encadrement.
- Assurer le relationnel avec les interlocuteurs externes ou internes liés aux dossiers dont il (elle) a la charge.

Selon les besoins, l'agent pourra également être amené à prendre en charge d'autres missions liées aux activités du service et du secteur dans le domaine de la mise en œuvre de politique publique.</td></tr>
<tr><td>Liaisons fonctionnelles</td><td colspan="2">Le titulaire du poste sera amené à travailler avec les bénéficiaires du programme, autorité de gestion, les donneurs d'ordre, corps de contrôle internes et externes ainsi que les autres directions du siège</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissances de la réglementation FEADER, des marchés publics
- Maîtrise des logiciels bureautiques
- Connaissance d'OSIRIS</td><td>- Appliquer la réglementation
- Rigueur/fiabilité
- Travail en équipe
- Rendre compte</td></tr>
</table>

Personnes à contacter	Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste : Madame Christiane Roulet Delsuc – Cheffe de service SAGC – christiane.roulet-delsuc@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 05 18 Madame Martine PAGES – Cheffe de service adjointe – martine.pages@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 03 23 Pour des questions relatives à l'aspect administratif et général du poste : Monsieur Nicolas LEBRAUD, DRH/SEEC - Conseiller recrutement, mobilité et formation - Tél : 05 55 12 00 64 - mobilite@asp-public.fr Mission administrative et financière – DIREEPS - DIREEPS-MAF@asp-public.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale Hauts de France
Site d'Amiens ou de Lille
15 avenue Paul Claudel - BP 34201 – 80042 Amiens Cedex 1
Immeuble Quartz La Madeleine– 36, place Vauban - 59777 Euralille

Adjoint au chef de service – Chef du secteur expertise (H/F)

Service agriculture pêche environnement

N° du poste : R59033 **Catégorie : A – A+**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Cotation RIFSEEP : groupe 3**
SRVP/SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-Bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC) – *près de 9 milliards d'€ versés par an à 360 000 exploitations agricoles*. La DR Hauts de France est répartie sur deux sites : Lille et Amiens. Le service agriculture, pêche et environnement assure le paiement d'aides agricoles du 2e pilier de la PAC (FEADER), de la pêche (FEAMP) et des aides nationales. Il intervient en assistance d'ingénierie de gestion auprès des services régionaux (Hauts de France et Ile de France) qui élaborent les programmes et procédures. Il réalise des contrôles de dossiers et de dispositifs au titre des missions d'organisme payeur des fonds européens. Il se compose de 18 agents répartis en deux secteurs : Gestion – Aides Agricoles (6 agents sur Amiens) et Expertise (12 agents sur Lille et Amiens). Le titulaire est placé sous l'autorité du chef de service. Il a la responsabilité directe du secteur expertise.
Objectifs du poste	Le/La chef(fe) du secteur expertise met en œuvre les missions de l'organisme payeur relatives au contrôle de la délégation et à l'assistance d'ingénierie auprès des services de la Région et de l'Etat pour la mise en œuvre des programmes de développement rural régionaux. Il/Elle pilote, anime et coordonne les activités du secteur afin d'assurer la fin de gestion de l'actuelle programmation (2014-2022) et de réussir la mise en œuvre de la nouvelle (2023 – 2027) Il/Elle appuie en tant que de besoin le chef de service lors de réunions avec les partenaires.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">En tant qu'adjoint au chef de service, il/elle assure la suppléance du chef de service pour les deux secteurs (Expertise et Gestion). Il/Elle participe à l'élaboration et la conduite des projets du service, et assure le relationnel avec l'ensemble du partenariat (externe et interne).

En tant que chef de secteur Expertise, et en lien avec le chef de service, il/elle :

- anime l'équipe du secteur (12 collaborateurs) : définition des objectifs et des priorités, tenue des plannings et réunions, relevés de décisions, conduite des entretiens annuels,

- supervise l'ensemble des activités du secteur, notamment lié au contrôle de la délégation (une centaine de contrôles annuels et travaux préparatoires), au suivi du cadre juridique et financier (conventions et appels de fonds) ainsi qu'à l'assistance d'ingénierie de gestion (assistance utilisateurs, formations …),

- suit les tableaux de bords de l'activité et les résultats du secteur,

- participe à la mise en œuvre technique du FEADER en région et à son suivi au titre de l'actuelle programmation (RDR3 – 2014-2022) et de la future (PSN – 2023-2027) en lien avec les services de la région Hauts-de-France, du siège de l'ASP et des équipes internes de la Direction régionale,

- assure le suivi réglementaire et des procédures administratives de gestion des dispositifs.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Au sein de la direction, avec l'ensemble des équipes, avec les collègues du siège ou des autres administrations, avec les Régions, les services instructeurs et les bénéficiaires.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Connaissances :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des dispositifs agricoles gérés par l'ASP,
- Connaissance des fonds européens agricoles,
- Connaître l'environnement professionnel et ses enjeux,
- Connaître les réglementations et les circulaires relatives aux fonctions exercées,
- Connaissance du milieu agricole.</td><td>- Compétences managériales, Sens de l'initiative et de l'autonomie,
- Savoir rendre compte, déléguer,
- Qualités relationnelles, capacités au dialogue, à la négociation et à la communication,
- Esprit de synthèse et capacités rédactionnelles.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :

Monsieur Sylvain BRESSON, Chef du service Agriculture, Pêche et Environnement, Tél : 03.20.63.34.31 – sylvain.bresson@asp-public.fr

Madame Peggy BOURDIN, Directrice régionale Hauts de France, Tél :03.20.63.38.40 – npcp-saf-rh@asp-public.fr

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :

Sandrine DUPUY Conseillère recrutement, mobilité formation - DRH/SEEC - Tél. : 05.55.12.00.33 - mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Direction Marchés, études et prospective/Service AEF et OFPM/Délégation Nationale de Volx

N° appel à candidature : 20416	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 3 si corps des SA**
Poste vacant - Prise de fonction au 01/11/2022	**Localisation : VOLX** (04)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La Direction Marchés, études et prospective (DMEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.
Au sein du service chargé de l'information des partenaires de l'établissement - professionnels et pouvoirs publics (France, UE) -, en ce qui concerne les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles au plan national, européen et international, la délégation nationale de Volx, qui comprend 12 agents, assure les missions de l'Etablissement couvrant les secteurs de l'oléiculture, de la riziculture ainsi que des plantes à parfum, aromatiques et médicinales. Ces missions concernent, pour ces filières, à la fois le suivi de la conjoncture et l'analyse les marchés et de la concurrence, ou toute autre problématique économique spécifique, que la gestion des interventions et l'animation, en liaison avec le délégué filières. Elles impliquent également le pilotage et la gestion et la valorisation des dispositifs de collecte de données, notamment via l'outil Visolive en matière oléicole.

Objectifs du poste

Recueillir et traiter les données économiques de la filière oléicole, en particulier via l'outil Visiolive, afin de participer à la réalisation des publications de la délégation liées à la filière oléicole ;
Assurer une entraide en matière de gestion des aides.

Missions et activités principales :

- Collecte des données oléicoles auprès des opérateurs (mouliniers et conditionneurs) ;
- Suivi, participation aux évolutions et mise en œuvre des procédures de télé déclaration « Visiolive » ;
- Actualisation et maintien des bases d'indicateurs économiques ;
- Participation aux travaux de la délégation en support aux publications oléicoles ;
- Mise en forme et diffusion des travaux de l'unité ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Participation à la gestion des aides dans la filière oléicole, et en tant que de besoin dans la filière PPAM

Relations fonctionnelles du poste

Internes : DMEP
Externes : Professionnels des filières concernées, plus particulièrement opérateurs oléicoles

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
• Intérêt pour l'économie du secteur oléicole • Intérêt pour le traitement de données • Outils de télé-déclaration	• Outils bureautiques (Excel, Word, Powerpoint) • Mise en forme de documents destinés à la publication et mise en ligne de ces documents

Diplôme – Expérience professionnelle

Formation / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste. Formation possible aux outils utilisés.

Contraintes du poste :

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Gisèle GUICHETEAU, responsable de la délégation nationale de Volx, AEF-OFPM – gisele.guicheteau@franceagrimer.fr – Tél. : 04 92 73 34 31 ou
Cécile GUILLOT, cheffe du service AEF-OFPM – cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 21 76

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutements – mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 15/09/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'étude

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Programmes opérationnels

N° appel à candidature : 20392	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant - Prise de fonction dès que possible	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

– mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
– gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le secteur des fruits et légumes, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels», qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP, et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne.

Objectifs du poste

Dans le cadre de la nouvelle PAC qui entre en application en 2023, les modalités réglementaires et de gestion des programmes opérationnels actuels dans le secteur des fruits et légumes évoluent. De nouveaux secteurs, au-delà des seuls fruits et légumes, pourront en outre être concernés par des programmes opérationnels. Le.la chargé.e d'étude recensera les évolutions et les nouveautés de la PAC 2023-2027 pour les traduire en objectifs opérationnels et en assurer la déclinaison (nouvelles règles, définition des contrôlés clés, procédures à réviser ou à créer, outils informatiques à faire évoluer ou à mettre en place).

Missions et activités principales :

- Participer aux travaux sur les évolutions réglementaires nationales ou communautaires avec le ministère de l'agriculture et les représentants des filières concernées
- Anticiper et préparer, en liaison avec la cheffe de l'unité, les nouvelles modalités de gestion des mesures et le paiement des aides fonds opérationnel
- Participer à l'élaboration des procédures de gestion correspondantes
- Participer aux travaux sur les futurs outils de gestion
- Venir en appui à l'unité sur des problématiques autres que celles de la nouvelle PAC
- Participer le cas échéant aux travaux d'instruction et de supervision des dossiers traités par l'unité.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégués filières, agence comptable, service informatique, service juridique
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, organisations professionnelles du secteur des fruits et légumes
- Corps de contrôle et de certification, français et européens

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Maîtrise

- Utilisation des outils bureautiques classiques
- Bonne maitrise de l'écrit
- Capacité à travailler en équipe et à coordonner des actions avec différents partenaires
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- *Reporting*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

RAS

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion
☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Isabelle BRETAUDEAU, cheffe de l'unité programmes opérationnels
☎ : 01 73 30 21 60 ✉ : isabelle.bretaudeau@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 03/09/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.